

Public Interest Commission Hearing Wraps Up for FB



FB Team from right to left: Dave VanHelvert (BSO Fort Erie), Brea Lewis (BSO Willow Creek, SK), Lauren Baert (BSO Sarnia), Richard Sutcliffe (Inland Enforcement, Toronto), Joey Dunphy (BSO Edmunston, NB), Jean-Pierre Fortin (CIU National President, BSO Clarenceville, QC), Diane Lacombe (BSO Trudeau Airport, Montreal), Morgan Gay (PSAC National Negotiator), David-Alexandre Leblanc (PSAC Senior Research Officer), Charles Khoury (Senior Program Officer, HQ) (Absent – Brett Evans, BSO – Halifax Marine).

Our Team and Employer made final arguments on November 23, 2017.

As per the *Public Service Labour Relations Act*, our FB Bargaining Team filed for conciliation earlier this year when it became clear that the employer was not prepared to seriously address our issues, including parity with other law enforcement agencies and matters related to hours of work such as protections for compressed work weeks, VSSA's and telework.

With the PIC mediation attempt having failed in October, we proceeded to hearing on November 2nd and 6th at the Federal Public Sector Labour Relations Employment Board (FPSLREB). On Thursday November 23rd we wrapped up our hearing before the PIC. Over the course of these hearings our bargaining team made our case for compensation parity with other law enforcement agencies across Canada, including other federal agencies under the Ministry of Public Safety. We also made the case – repeatedly – that there are serious problems at CBSA and that in light of these, we seek new rights for employees particularly as they pertain to discipline, hours of work and arming.

On Thursday, Treasury Board/CBSA continued to push for concessions concerning hours of work, VSSA negotiations and leave provisions. The employer also continued to take the position that there are no recruitment or retention issues at CBSA. **Again, we were crystal clear with the PIC that we do not agree, and we provided evidence demonstrating ongoing problems at CBSA.**

Now that the hearings are over, we await a recommendation from the PIC. Unlike arbitration, the recommendation is non-binding. While the legislation provides for the PIC to issue its recommendation within 30 days of the hearing, the Chair may ask for an extension. Given the number of issues outstanding, there was some indication that the Chair may exercise this prerogative. We will be sure to update as things progress.

Congrats to those members who picketed the office of Finance Minister Bill Morneau in Toronto on November 23, to those who handed out flyers in Cornwall on November 24, and to those union members elsewhere in the country taking action in support of a fair contract. For more information on lobbying efforts and other activities, contact a member of our bargaining team, your CIU Branch President or go to : <http://psacunion.ca/employer/fb-group>.



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Le 23 novembre 2017

Groupe FB : Fin des audiences de la CIP



L'équipe de négo FB de droite à gauche : Dave VanHelvert (ASF à Fort Erie, Ont.), Brea Lewis (ASF à Willow Creek, Sask.), Lauren Baert (ASF à Sarnia, Ont.), Richard Sutcliffe (AELBI à Toronto, Ont.), Joey Dunphy (ASF à Edmundston, N.-B.), Jean-Pierre Fortin (président national du SDI et ASF à Clarenceville, Québec), Diane Lacombe (ASF à l'aéroport Trudeau, Montréal), Morgan Gay (négociateur, AFPC), David-Alexandre Leblanc (agent de recherche principal, AFPC), Charles Houry (agent principal de programme, ASFC) (Absente – Brett Evans – ASF au port d'Halifax)

Les parties ont présenté leurs derniers arguments à la CIP le 23 novembre.

Comme le prévoit la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, l'équipe de négociation du groupe FB a demandé la conciliation plus tôt cette année lorsqu'elle a constaté que l'employeur ne prenait pas nos revendications au sérieux, notamment la parité avec nos homologues chargés de l'application de la loi ainsi que la protection des semaines de travail comprimées, des AHPV et du télétravail.

La médiation par la commission de l'intérêt public (CIP) ayant échoué en octobre, nous avons comparu devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral (CRTESPF) les 2 et 6 novembre. Le jeudi 23 novembre marquait la fin des audiences devant la CIP. Au cours de ces audiences, nous avons présenté nos arguments en faveur de la parité salariale avec nos homologues chargés de l'application de la loi au Canada, y compris ceux qui travaillent pour le ministère de la Sécurité publique. Nous avons aussi répété à maintes reprises qu'il y a de graves problèmes à l'ASFC, ce qui nous pousse à revendiquer de nouveaux droits au chapitre des mesures disciplinaires, des horaires de travail et de l'initiative d'armement.

Jeudi, le Conseil du Trésor/ASFC a continué d'exiger d'importantes concessions en ce qui a trait aux horaires de travail, aux AHPV et aux dispositions sur les congés. En outre, l'employeur persiste à dire qu'il n'y a pas de problèmes de recrutement et de maintien en poste à l'ASFC. **Une fois de plus, nous avons très clairement affirmé notre désaccord et avons fourni des preuves de l'existence de tels problèmes à l'ASFC.**

Maintenant que les audiences sont terminées, nous attendons les recommandations de la CIP. Toutefois, contrairement aux recommandations issues de l'arbitrage, celles de la CIP ne sont pas exécutoires. En vertu de la loi, la CIP doit présenter ses recommandations dans les 30 jours suivant la fin des audiences, mais le président peut prolonger ce délai au besoin. En raison des nombreuses questions en litige, nous croyons que le président pourrait se prévaloir de ce droit. Dès qu'il y aura du nouveau, nous vous tiendrons au courant.

Merci aux membres qui ont piqueté devant le bureau du ministre des Finances, Bill Morneau, à Toronto, le 23 novembre. Merci aussi à celles et ceux qui ont distribué des tracts, à Cornwall, le 24 novembre, ainsi qu'à tous les membres de l'AFPC d'un bout à l'autre du pays qui appuient publiquement la négociation d'une convention équitable. Pour en savoir plus sur les efforts de lobbying et les différentes activités, communiquez avec un membre de votre équipe de négo ou avec la présidence de votre succursale du SDI, ou rendez-vous à syndicatafpc.ca/fb.



Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada